

# **Quelles réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques dans la zone UEMOA: Cas du Sénégal ?**

**Présentation du Sénégal  
Monsieur Babacar CISSE: Directeur de la  
Dette publique/ DGCPT**

**#REMTP2025**

# PRÉSENTATION PLAN DE LA

1. Bref aperçu du Sénégal
2. Situation économique récente
3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques
4. Perspectives économiques à moyen terme (2025 – 2027)
5. Orientation de la stratégie d'endettement à moyen terme
6. Plan de financement 2025

# 1. Bref aperçu du Sénégal

Superficie: 196.722 km<sup>2</sup>

Population jeune (39,2% a moins de 15 ans et 75% ont moins de 35 ans) de 18,126 millions (RGPH 2023) avec un croît démographique de 2,9% (doublement tous les 24 ans);

Espérance de vie: 68,9 ans (2023);

Age médian de la population: 19 ans

Population urbaine 49,02%, (2023); 23% en 1960

PIB per capita : 1916 USD (en 2023);

Longue tradition de stabilité et d'ouverture politique. démocratie majeure, avec des institutions fortes et des transitions politiques apaisées.

Relations extérieures solides de bon voisinage diplomatie et coopération actives; participation à de nombreuses opérations de maintien de la paix .

Indices/Notation: Transparency 36<sup>e</sup> mondial et 3<sup>e</sup> Afrique, Mo Ibrahim 12<sup>e</sup> sur 53 pays africains/ B1 stable (Moody's) B+ Négatif (S&P), Bloomfield (A-/A2) Stable



Economie à dominante tertiaire:

Secteur tertiaire avec 50,7% poids au PIB en 2024 ;

secteur secondaire : 24,6%;

secteur primaire : 14,6%;

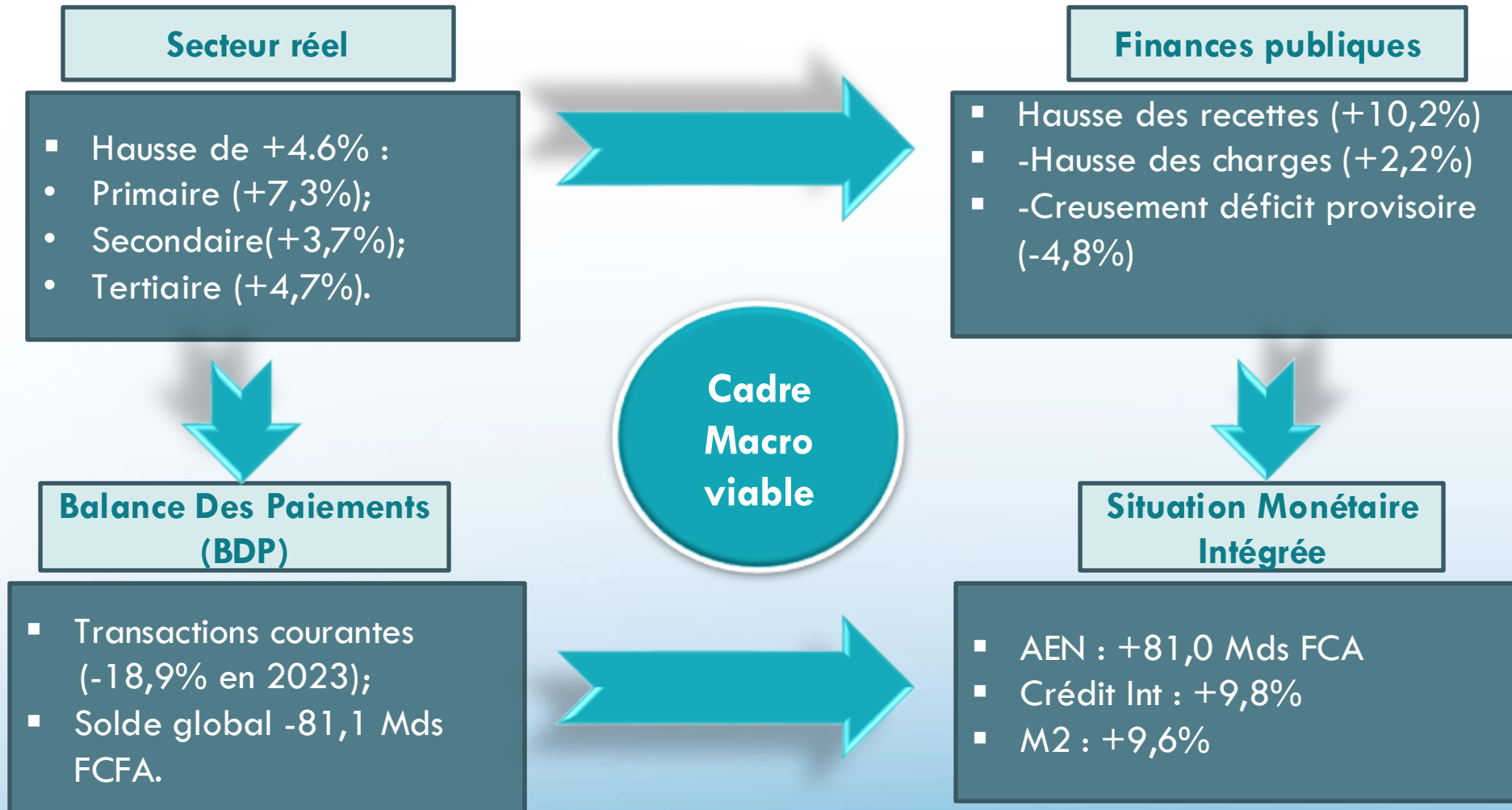
taxes sur biens de services : 10,1%;

**Secteur monétaire et financier avec**

stabilité monétaire (appartenance à la zone franc XOF avec une politique monétaire centrée sur la lutte contre l'inflation) et un système bancaire et financier bien capitalisé et résilient.

**Comptes extérieurs évoluant**, globalement, de façon positive; grâce aux envois soutenus de fonds et aux flux d'IDE en progression, bien que des efforts d'atténuation du déficit commercial doivent davantage être consolidés

## 2. Situation économique récente: situation 2023 (1/3):



### Environnement international en 2024

- Ralentissement de l'activité économique mondiale avec une croissance de 3,2% en 2024 contre 3,3% en 2023;
- Détente des cours, notamment, des produits alimentaires et énergétiques;
- Poursuite ou le maintien des politiques monétaires dans la plupart des banques centrales;
- Resserrement des conditions financièrement ;
- Ralentissement de la croissance dans les pays émergents et en développement;

### Prévisions économiques internes 2024

- Démarrage de la production de pétrole;
- Exécution en cours du second compact MCA-Sénégal ;
- Mise en œuvre des projets structurants dans les services notamment le déploiement de la 5G, l'exploitation du BRT etc.;
- Mise en œuvre des projets structurants de la stratégie nationale de développement Sénégal 2050;

**Relèvement de l'activité économique, elle devrait s'établir à 5,7% en 2024 contre 4,6% en 2023**

**Secteur primaire**

• +7,3% en 2023 à 4,7% en 2024

**Secteur secondaire**

• 3,7% en 2023 à +11,3% en 2024

**Secteur tertiaire**

• +4,7% en 2023 à 4,0% en 2024

**Fort ralentissement de l'inflation 1,3% en 2024 contre 8,1% en 2023 soutenue par les produits alimentaires sur les huit premiers mois de 2024**

### 3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques: cas du Sénégal

#### Rappel des axes de la nouvelle vision Sénégal 2050

**Le premier axe « Economie compétitive »** vise à développer des moteurs de croissance et des pôles territoriaux compétitifs, attirer les investissements et encourager l'innovation.

**Le deuxième axe « Aménagement et développement durables »** a pour objectif de promouvoir un développement durable, respectueux de notre environnement.

**Le troisième axe « capital humain et équité sociale »** vise à asseoir un système d'éducation, de formation professionnelle et technique de qualité en intégrant la diaspora par le biais d'un système de santé performant et accessible à tous en construisant un système de protection sociale inclusif et efficient pour renforcer l'accès aux services sociaux de base.

**Le quatrième axe « gouvernance et engagement africain »** ambitionne de réformer les institutions nationales en vue de renforcer l'Etat de droit, la protection du citoyen, le civisme, la citoyenneté, la démocratie et la sécurité nationale afin d'impulser les projets nécessaires au renforcement de l'intégration africaine.

### 3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques: cas du Sénégal (suite et fin)

#### Réforme de la Fonction publique

- Audit des effectifs et des profils;
- Etude de la grille de rémunération
- Vulgarisation d'un système de management certifié conforme aux normes internationales de qualité de service:
- \* Transformation numérique avec dématérialisation/digitalisation des procédures administratives;
- \* Mécanisme de suivi-évaluation basé sur une vulgarisation du dialogue de gestion assorti de contrats de performance et des bonnes pratiques en matière d'évaluation des politiques publiques;
- Gouvernance de proximité conforme aux besoins et attentes des populations et territoires et visant une amélioration continue du service public;
- Amélioration de la formation initiale et continue des agents de l'Administration

#### Reddition des comptes et renforcement des compétences des corps de contrôle

- Mise en place d'un Pôle judiciaire financier, doté de prérogatives de traitement des infractions relatives à la grande délinquance économique et financière
- Loi de protection des lanceurs d'alerte pour encourager les dénonciations prévues par la loi portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques



### 3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques: cas du Sénégal (suite et fin)

#### Réformes stratégiques dans le secteur de l'énergie

- Renforcement du cadre sectoriel avec la finalisation et la promulgation du nouveau code de l'électricité accompagné de ses textes d'application
- Ces mesures devraient favoriser les investissements privés et améliorer l'efficacité du secteur. La croissance est attendue en 2025 à 8,8% avec l'effet de la production des hydrocarbures.

#### Restructuration du portefeuille de l'Etat

- Cela devrait permettre l'amélioration de la gouvernance du portefeuille de l'Etat;
- Optimiser leur performance à travers une gestion financière plus rigoureuse;
- Réduire les risques que les sociétés publiques génèrent pour les finances publiques;
- Économiser ainsi des ressources qui pourront être orientées vers d'autres priorités.

#### En matière de recettes

- accent particulier porté sur le renforcement de la mobilisation des ressources internes (digitalisation, TVA numérique);
- élargissement de l'assiette fiscale (cadastre fiscal), sécurisation des recettes et des circuits de collecte et renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales;
- meilleur accompagnement de la relance économique et le soutien aux ménages.
- Rationalisation des exonérations fiscales notamment avec la révision du Code des Impôts, de la Douane et des Mines

#### En matière de dépenses publiques

- mesures fortes de rationalisation des dépenses courantes afin de se concentrer sur les dépenses incompressibles et de dégager des marges budgétaires susceptibles d'être réorientées vers les besoins prioritaires et urgents (Rationalisation des subventions notamment à l'énergie grâce à un meilleur ciblage);
- audits engagés pour toutes les structures publiques recevant des transferts de ressources de l'Etat, qui devront rationaliser leurs dépenses, et conformer leur politique de recrutement à la réglementation et aux orientations en la matière;
- Création de l'agence de centralisation de la commande publique;

### 3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques: cas du Sénégal (suite et fin)

**Promotion d'un développement plus endogène et durable, centré sur une territorialisation des politiques publiques**

- Promotion d'un accès continuellement plus large à la commande publique des entreprises à capitaux nationaux
- Création d'un pool bancaire public de soutien au développement de champions nationaux;
- Promotion d'IDE, en partenariat avec des entreprises locales, dans des secteurs accusant un déficit commercial
- Développement de chaînes de valeur de produits miniers et pétroliers et de chaînes de valeur agricole, encourageant notamment un développement d'une industrie agroalimentaire de transformation de produits locaux;
- Promotion d'une industrialisation basée sur un modèle inclusif des potentialités des territoires et intégré au moyen d'un réseau densifié d'infrastructures;
- Elaboration de plans locaux de développement articulés et mis en cohérence avec l'Agenda de la nouvelle vision Sénégal 2050;
- Développement des capacités de production et de transformation des produits locaux pour satisfaire davantage la demande intérieure dans le respect des exigences de développement durable

### 3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques: cas du Sénégal

Résultats attendus:  
Administration  
moderne et  
performante, avec  
pour sacerdoce, la  
bonne gouvernance,  
et la satisfaction des  
usagers du service  
public

- Rationalisation et meilleure utilisation des ressources humaines au service de l'Administration;
- Meilleure valorisation du capital humain, en termes de traitement salarial, de protection et d'incitation à la performance;
- Accessibilité et amélioration des services publics rendus aux citoyens;
- Utilisation judicieuse des deniers publics et respect de la transparence, de l'éthique et de la déontologie.
- Rétablissement des marges de manœuvre budgétaire

### 3. Réformes pour consolider la croissance et préserver la viabilité des finances publiques: cas du Sénégal

Résultats attendus:  
Economie forte et résiliente et un cadre macroéconomique et budgétaire robuste et une soutenabilité de la dette

- un déficit budgétaire de 7,08% du PIB, après celui de 11,6% attendu en 2024, avec l'objectif d'aller vers la consolidation budgétaire en 2027 avec un déficit de 3% du PIB, en respect des critères de convergence de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- un taux de croissance du PIB de 8,8%, en liaison avec le nouveau profil de producteur de pétrole et au ralentissement de l'activité du secondaire et du tertiaire ;
- une inflation mesurée par le déflateur du PIB qui ressortirait à 1,9% ;
- un taux de pression fiscale projeté à 19,3% contre 19,4% dans la LFI 2024.

## 4. Perspectives économiques à moyen terme(2025-2027) (1/3)

### Reprise progressive de la l'activité économique en 2025

- ❖ Exploitation de gaz et renforcement de la production de pétrole;
- ❖ démarrage du projet d'encadrement et de promotion des mines artisanales;
- ❖ renforcement de l'exploitation de l'or (MASSAWA, Boya, BOTO etc.);
- ❖ Mise en service du deuxième du TER sur le tronçon Diamniadio-Dakar;
- ❖ Poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des stades et hôtels;
- ❖ Mise en œuvre des projets et programmes structurants (SND 2025-2029).

### POLITIQUES MACROECONOMIQUES

- ❖ Inscrire la politique budgétaire dans une dynamique de gestion prudente des finances publiques;
- ❖ Un cadre macroéconomique viable pour la gestion du budget en liaison avec une croissance économique consolidante
- ❖ Mise en œuvre de la SND 2025-2029 avec des projets structurants

### Impact du Pétrole et gaz dans l'économie

- ❖ Dominée par le Gaz ;
- ❖ Horizon de production 21 ans (2024-2045) ;
- ❖ Pics de production en 2030 et d'autres sites en cours de prospections;
- ❖ Impact sur l'économie nationale :
- ❖ Une diffusion dans des secteurs stratégiques (choix politique);
- ❖ Balances des biens : Exportations (+), importations (-);
- ❖ Balances des services : Importations main d'œuvres (-);
- ❖ Balances des revenus : dividendes (+);
- ❖ Comptes financiers : IDE (+);
- ❖ Recettes fiscales (+)

### Réduction du déficit commercial et renforcement de la masse monétaire 2024-2028

#### BDP

Le déficit commercial en pourcentage du PIB devrait se réduire à la faveur des exportations de pétrole et de gaz (-6,2% sur la période 2025-2028 contre 12,4% en 2024)

Le solde du compte courant devrait également baisser entre 2025-2028 et ressortir en moyenne à -4,8% contre -14,2% en 2024

#### SMI

Progression des AEN de 335,6 Mds FCFA, liée à celle de la BCEAO .

L'encours des créances intérieures devraient se revigorer +13,2% en lien avec les créances nettes.

La masse monétaire devrait progresser à moyen terme en moyenne de +10,6%.

Maitrise progressive des charges de fonctionnement;

Accroissement de l'efficacité des investissements dans l'économie (bonne gestion de l'investissement public et accompagnement des investisseurs privés);

Baisse du déficit budgétaires qui passera de 11,6% en 2024, 7,08% en 2025 à 3% du PIB en 2027;

progression modérée des dépenses budgétaire en moyenne de 3,5% sur la période 2025-2028,

Hausse moyenne des recettes budgétaires (hors dons) de 12,4%, sur la période 2025-2028;

Accélération de la mise en œuvre pleine de la SRMT (taux de pression fiscal de 19,3% en 2025);

Hausse des recettes en liaison avec la production du pétrole et du gaz;

**Le Sénégal mettra en œuvre une politique d'endettement prudente pour préserver les marges de viabilité de la dette dont la stratégie retenue consiste :**

**Mobiliser les ressources concessionnelles disponibles auprès des bailleurs classiques à travers une sélection rigoureuse de projets à financer (en s'appuyant sur le Comité de sélection des projets et programmes d'investissements publics mis en place en 2024).**

**Mix de nouveaux financements extérieurs et domestiques à hauteur de 41% et 59% respectivement, à l'horizon 2027. Sous ce rapport, il sera recouru aux citoyens Bonds comme source de diversification de l'endettement en monnaie locale.**

**diversification de la base des instruments de financement (diaspora bonds, sukus, financements labellisés ESG, PPP...) adossée à une diversification géographique des investisseurs ( du Moyen Orient via les sukuk ; de l'Asie via les Samouraï et Panda bonds...) et l'orientation vers des ressources commerciales, libellées en monnaie locale notamment, renforceraient l'atténuation les expositions au risque de change et au risque de concentration qui pèsent sur le portefeuille de dette publique dont un peu plus de 74% est libellé en devises étrangères à fin décembre 2023**



## 6. Plan de financement 2025 avec un focus sur le montant à lever sur le Marché des titres publics

**FINANCEMENT 2025 BASE nouveau cadrage (déficit 1600,48 milliards, soit 7,08% du PIB projeté à 22597,7 milliards)**

Besoins de financements (utilisation des financements)	montants	Financements (couverture des besoins)	Financements attendus
Couverture du déficit budgétaire	1 600,5	Emprunts programmes	595,4
Remboursement net capital	2 923,4	emprunts sur les marchés et bancaires	3 011,5
Autorisation de couverture des OPEX	50,0	Prêts projets	967
<b>Total besoin de financement</b>	<b>4 573,92</b>	<b>Total</b>	<b>4573,92</b>

Mois	Jour	Date	Instrument	Montant	Total		
Janvier	Jeudi	16	BAT	80 000	80 000		
		23	OAT				
Février	Jeudi	6	BAT	80 000	160 000		
		20	OAT				
Mars	X	X	Syndication	150 000	390 000		
	Jeudi	6	BAT				
Avril	Jeudi	20	OAT	80 000	470 000		
		10	BAT				
Mai	Jeudi	24	OAT	80 000	550 000		
		8	BAT				
Juin	Jeudi	22	OAT	150 000	780 000		
		X	X			Syndication	
Juillet	Jeudi	5	BAT	80 000	860 000		
		19	OAT				
Août	Jeudi	3	BAT	80 000	940 000		
		17	OAT				
Septembre	Jeudi	7	BAT	80 000	1 170 000		
		21	OAT				
Octobre	Jeudi	4	BAT	80 000	1 250 000		
		18	OAT				
Novembre	Jeudi	X	X	150 000	1 330 000		
		2	BAT				
Décembre	Jeudi	16	OAT	80 000	1 410 000		
		6	BAT				
Total	Jeudi	20	OAT	80 000	1 410 000		
		4	BAT				
				18	OAT	80 000	1 410 000
<b>Total</b>				<b>1 410 000</b>			

# MERCI

#REMTP2025

